

Territoires palestiniens/Politique

# Le Hamas persiste à refuser de rendre les armes

AFP  
Gaza/Territoires palestiniens

**De quoi compliquer le transfert de pouvoirs à l'Autorité palestinienne dans la bande de Gaza.**

LE mouvement islamiste palestinien Hamas a redit hier son refus de rendre les armes à l'Autorité palestinienne internationalement reconnue, à l'approche d'un transfert de pouvoirs très attendu dans la bande de Gaza.

Le Hamas a au contraire menacé de mener des attaques contre Israël en Cisjordanie, territoire palestinien occupé par Israël et distant de quelques dizaines de kilomètres de la bande de Gaza.

"Les armes de la résistance constituent une ligne rouge, ce n'est pas un sujet ouvert à la discussion", a dit Khalil

al-Hayya, adjoint de l'homme fort du Hamas, Yahya Sinouar.

"On déplacera ces armes en Cisjordanie pour combattre l'occupation. Il est de notre droit de résister à l'occupation jusqu'à ce qu'elle s'achève", a-t-il dit à la presse à Gaza.

Après dix ans de dissensions dévastatrices, le Hamas doit transférer d'ici au 1er décembre à l'Autorité palestinienne le pouvoir dans la bande de Gaza, que le mouvement islamiste dirige sans partage depuis 2007.

Le Hamas avait alors évincé l'Autorité de l'enclave au prix d'une quasi guerre civile avec le Fatah laïc et modéré, qui domine l'Autorité. Depuis, l'Autorité ne gouverne plus, avec les restrictions imposées par l'occupation israélienne, que sur des fragments de Cisjordanie.

Fatah et Hamas restent en



Photo : AFP

Aux yeux des dirigeants du Hamas, la question des armes est une ligne rouge. Elle n'est pas ouverte à la discussion.

complet désaccord sur le sort qui sera fait au bras armé du Hamas, les Brigades Ezzedine al-Qassam, avec ses 25 000 hommes et ses milliers de roquettes. Le président de l'Autorité Mahmoud Abbas exige un contrôle complet de la sécurité à Gaza, mais l'accord de réconciliation signé le 12 octobre sous médiation

égyptienne entre les frères ennemis ne précise pas l'avenir de cette branche armée.

Israël a déjà indiqué qu'il refuserait de traiter avec un gouvernement d'unité palestinien si celui-ci ne reconnaît pas Israël, ne renonce pas à la violence et ne désarme pas le Hamas, autant de conditions non

remplies par le mouvement islamiste.

Hier, une délégation des renseignements égyptiens est arrivée à Gaza.

"Nous travaillons avec tout le monde et sommes optimistes sur la mise en œuvre de la réconciliation, la réalisation de l'unité palestinienne et la fin de la souffrance des citoyens palestiniens", a indiqué un responsable égyptien à l'AFP.

Jusqu'alors seul maître à Gaza, le Hamas est également actif en Cisjordanie, mais soumis aux opérations de l'armée israélienne et de l'Autorité palestinienne, qui coopère avec Israël dans le domaine de la sécurité.

Outre la présence de l'armée israélienne, environ 400 000 colons israéliens mènent une coexistence souvent conflictuelle avec 2,6 millions de Palestiniens en Cisjordanie.

France-Belgique/Lutte antiterroriste

# Paris accepte la remise temporaire de Abdeslam pour un procès à Bruxelles

AFP  
Paris/France

LA justice française a validé "le principe de la remise temporaire" à la Belgique de Salah Abdeslam, seul survivant des commandos jihadistes des attentats de Paris, qui doit être jugé en décembre à Bruxelles dans une autre affaire, a-t-on appris hier de source proche du dossier.

La cour d'appel de Paris a "entériné le principe de la remise temporaire" de Salah Abdeslam, actuellement incarcéré dans des conditions extrêmement rigoureuses à la prison de Fleury-Mérogis, en banlieue parisienne, a affirmé lundi cette source.

Cette décision permet l'exécution du mandat d'arrêt européen émis le

19 octobre par le tribunal de Bruxelles qui demandait la remise de Salah Abdeslam en vue de sa première comparution depuis les attentats de Paris de novembre 2015 (130 morts).

Le GIGN, unité d'intervention d'élite de la gendarmerie française, et la police belge se répartiront la tâche du transfert quotidien, sous haute sécurité, du détenu entre une prison française et Bruxelles, a indiqué à l'AFP une autre source proche du dossier.

Si les discussions se poursuivent entre Paris et Bruxelles quant aux modalités précises du transfèrement, un accord semble se dessiner pour une incarcération provisoire du détenu, le temps du procès, dans une prison du nord de la France.

"Rien n'est acté, les dis-

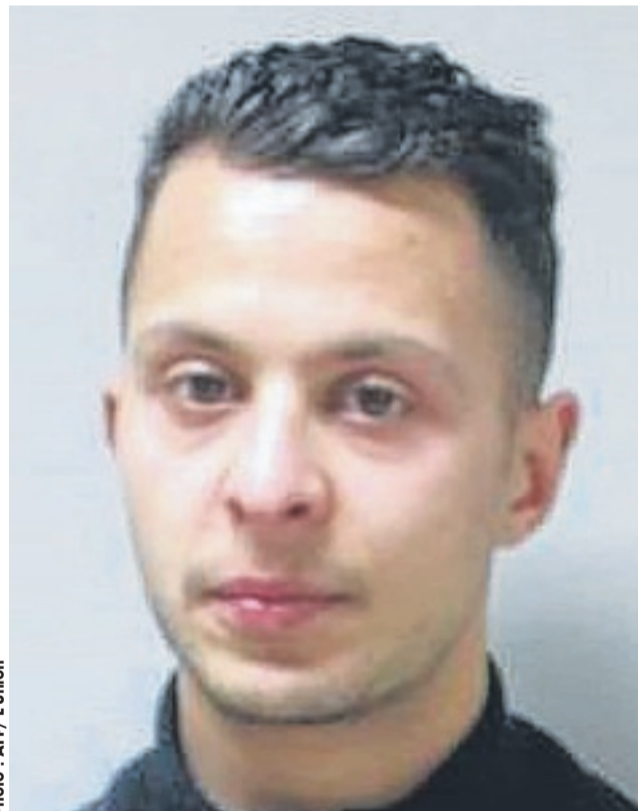


Photo : AFP/L'Union

Salah Abdeslam qui, contre toute attente, avait accepté de comparaître, va être remis à la Belgique par la justice française.

cussions sont toujours en cours, plusieurs pistes sont envisagées", a souligné de son côté la direction de l'administration pénitentiaire.

Au cœur du procès, qui doit se tenir du 18 au 22 décembre, la fusillade avec des policiers survenue à Bruxelles le 15 mars 2016 dans une planque qui abritait Salah Abdeslam, trois jours avant son arrestation dans la capitale belge, au terme de quatre mois de cavale.

Contre toute attente, le suspect-clé des attentats parisiens, qui reste silencieux face aux juges français, a souhaité comparaître. Il devra répondre avec un complice, Sofiane Ayari, arrêté en même temps que lui, de "tentative d'assassinat dans un contexte terroriste sur plusieurs policiers".

Zimbabwe/Politique

# Le nouveau régime décrète jour férié l'anniversaire de Mugabe

AFP  
Johannesburg/Afrique du Sud

LE 21 février, jour anniversaire de l'ex-président zimbabwéen Robert Mugabe, a été officiellement décrété jour férié dans ce pays d'Afrique australe, une décision très symbolique prise quelques jours seulement après la prestation

de serment du nouveau chef de l'Etat, a rapporté hier la presse d'Etat.

"Il a été décidé que chaque 21 février serait jour férié et appelé journée de la jeunesse Robert Gabriel Mugabe", selon le quotidien The Herald citant le journal officiel.

Sous la pression de l'armée, qui a pris le contrôle du pays dans la nuit du 14 au 15 novembre, Robert Mugabe, 93 ans, a été

contraint de renoncer au pouvoir qu'il détenait d'une main de fer depuis trente-sept ans.

Il a été remplacé vendredi par son ancien bras droit devenu rival, Emmerson Mnangagwa, qu'il avait limogé de son poste de vice-président le 6 novembre. L'annonce au journal officiel date précisément du jour où le nouvel homme fort du pays a pris ses fonctions.

Lors de son discours d'investiture, Emmerson Mnangagwa, qui a promis de tourner le dos à l'ancien régime, a rendu un hommage appuyé à son prédécesseur, le "père de la nation", appelant le pays à reconnaître "son immense contribution à la construction" du pays.

L'instauration de ce nouveau jour férié avait été annoncée en août par le ministre de l'Intérieur de

l'époque, Ignatius Chombo, mais n'avait pas encore été officialisée.

Selon Leo Mugabe, un neveu de Robert Mugabe, interrogé ce week-end par l'AFP, l'ancien président se porte "bien" et "se réjouit de sa nouvelle vie". Ces déclarations confirment que Robert Mugabe et son épouse Grace ont, pour l'heure, écarté la piste d'un exil, évoquée ces derniers jours.

L'Afrique en bref

• **Burkina Faso/Attentats. Un conseiller municipal et un enseignant tués**

Un conseiller municipal et un enseignant burkinabés ont été tués dans la nuit de dimanche à hier lors de deux attaques simultanées dans le nord du Burkina Faso, près de la frontière malienne.

• **Ethiopie/Troubles. Plus de 20 morts dans des affrontements interethniques**

Plus de 20 personnes ont été tuées la semaine dernière dans des affrontements entre des membres de deux des principales ethnies d'Ethiopie, après des heurts similaires en septembre qui ont fait des centaines de morts.

• **Mali/Elections. Les régionales reportées**

Le gouvernement malien a reporté à avril 2018 les élections régionales prévues le 17 décembre, une date que contestaient les groupes signataires de l'accord de paix de 2015, selon un communiqué du Conseil des ministres.

• **RDCongo/Présidentielle. Kabila : l'exhortation de l'Eglise**

L'influent épiscopat congolais a exhorté hier le président Joseph Kabila à prendre l'engagement public de ne pas se représenter à la présidentielle du 23 décembre 2018 en République démocratique du Congo pour permettre la tenue d'élections dans un climat apaisé.

• **Soudan/Crise. Darfour : arrestation d'un puissant chef de milice**



Photo : AFP

Le Soudan a arrêté le puissant chef d'une milice du Darfour, Moussa Hilal (treillis et écharpe blanche), que les Nations unies accusent d'atteintes aux droits de l'Homme dans cette région en guerre, a indiqué hier l'agence officielle SUNA.

• **Togo/Politique. Le parti du président rassuré**

Le président Faure Gnassingbé s'est déclaré "rassuré" sur l'état "indivisible" du Togo après une visite ce week-end à Sokodé, deuxième ville du pays et important foyer des tensions qui agitent le pays depuis trois mois.